

Accord collectif
LOGEMENT EN AGRICULTURE

ACCORD DU 14 MARS 2017
RELATIF AU LOGEMENT EN AGRICULTURE
NOR : AGRS1797242M

Entre
FNSEA
FNEDT
FNB
FPF
UNEP
FNCUMA
USRTL

D'une part, et

FGA CFDT
FGTA FO
CFTC-Agri
SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le logement répond à un besoin fondamental de tout individu et c'est à ce titre que les partenaires sociaux souhaitent apporter des améliorations aux dispositifs existants.

Depuis 2007, les employeurs visés à l'article L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime occupant au moins 50 salariés ont l'obligation de consacrer au moins 0,45 % des rémunérations versées à leurs salariés sous contrat à durée indéterminée au cours de l'année civile précédente, au financement de la construction de logement ou d'opérations assimilés dit dispositif 1 % logement. Pour l'agriculture, ce dispositif est géré dans le cadre de la participation des employeurs agricoles à l'effort de construction (PEECA).

À ce jour, les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole font les constats suivants :

- les fonds de la PEECA ne sont pas utilisés ;
- les produits de la PEECA ne sont pas connus ;

- l'accès au logement en milieu rural, notamment pour les titulaires de contrats de courte durée, rencontre des problématiques spécifiques.

Afin de favoriser l'accès au logement des salariés agricoles, les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole décident de formaliser un certain nombre de principes.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements et régions d'outre-mer), aux exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1, 1° (à l'exception de la conchyliculture, des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, champs de courses et des parcs zoologiques), 2°, 3° (à l'exception de l'office national des forêts), et 4° du code rural et de la pêche maritime, et aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2

Mutualisation des fonds PEECA

2.1. Principe

Pour permettre une meilleure utilisation des fonds issus de la PEECA, les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole choisissent de mettre en place une mutualisation nationale des sommes correspondant aux versements effectués par les entreprises entrant dans le champ visé à l'article 1^{er}.

Par la mise en place de cette mutualisation, l'accès aux prestations organisées dans le cadre de la PEECA n'est plus lié au montant de la contribution de l'entreprise intéressée.

Dès lors qu'une entreprise a contribué, c'est l'ensemble de ces salariés qui peut bénéficier du dispositif PEECA et pas seulement ceux sur lesquelles est assise la contribution (c'est-à-dire les salariés sous CDI).

2.2. Gestion de la mutualisation

La mutualisation justifie la mise en place de règles de gestion. Les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole décident ainsi :

- la mutualisation s'applique aux fonds non consommés depuis la création de la PEECA (2008) et aux versements effectués chaque année en application de l'obligation de contribution au dispositif PEECA ;
- pour ouvrir droit au fonds mutualisé une année, l'entreprise doit avoir contribué au titre de l'année considérée ;
- lorsque l'effectif d'une entreprise contributive passe sous le seuil de 50 salariés, les salariés continuent à bénéficier du dispositif PEECA tant que les sommes versées par leur entreprise ne sont pas épuisées. De même, si des salariés bénéficient du dispositif PEECA au moment où leur entreprise en sort, les actions en cours sont poursuivies même si leur financement dépasse le montant de la contribution de l'entreprise.

2.3. Comité de pilotage

Les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole mettent en place un comité de pilotage afin d'assurer la gestion des fonds mutualisés.

Ce comité de pilotage est composé :

- d'un collège salariés au sein duquel chaque organisation syndicale de salariés signataire du présent accord désigne deux représentants ;

- et d'un collège employeurs au sein duquel les organisations employeurs signataires du présent accord désignent un nombre de représentants égal à celui du nombre de représentants du collège salariés. La répartition du nombre de représentants employeurs entre les organisations employeurs signataires fait l'objet d'un accord entre elles.

En application de l'article 1.6 de l'accord national du 21 janvier 1992 relatif à l'organisation de la négociation collective en agriculture modifié, les règles de prise en charge aux représentants salariés sont celles de l'AFNCA.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an. Il peut se faire assister de toute personne compétente. Il établit un règlement intérieur notamment sur ses modalités de fonctionnement. Le secrétariat est assuré par la FNSEA.

Dans le cadre de la gestion des fonds mutualisés, les missions de ce comité sont les suivantes :

- assurer le suivi de l'utilisation de l'enveloppe mutualisée ;
- orienter l'utilisation des fonds ;
- communiquer auprès des employeurs et des salariés sur le dispositif PEECA ;
- organiser des actions collectives sur le logement.

Article 3

Organisation de la collecte

Au vu des données transmises par la MSA et action logement, les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole constatent qu'un certain nombre d'entreprises semblent méconnaître le dispositif 1 % logement en agriculture.

Pour fluidifier le dispositif PEECA, elles souhaitent que soit établie une convention entre la CCMSA et action logement organisant la collecte et le versement selon les modalités qu'elles auront définies dans le respect d'une part des dispositions légales et réglementaires en vigueur et d'autre part des dispositions de cet accord. À cette fin, elles invitent les deux instances concernées à élaborer cette convention dans les plus brefs délais.

Les entreprises contributives pourront s'exonérer du prélèvement de la MSA en apportant la justification auprès de leur caisse qu'elles consacrent au moins 0,45 % de la masse salariale de leur CDI à des actions sur le logement en faveur de leurs salariés.

Article 4

Contribution volontaire des entreprises

Les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole souhaitent également ouvrir la possibilité pour les entreprises non contributives de participer volontairement à la PEECA.

En l'état actuel des textes, cette faculté n'est autorisée que pour des versements à destination de la PEEC du régime général. En cohérence avec leur volonté d'améliorer le logement pour les salariés agricoles, les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole souhaitent qu'à terme cette possibilité soit ouverte directement dans la PEECA. Une modification réglementaire est à prévoir à cette fin.

Lorsque cette possibilité sera ouverte dans le cadre de la PEECA, pour assurer une certaine pérennité, l'entreprise qui fait le choix de verser une contribution logement afin que ses salariés puissent bénéficier des produits issus du dispositif 1 % logement doit s'engager à effectuer ce versement pour une période d'au moins 5 années. Toutefois, tant que la contribution volontaire des entreprises n'est possible que dans le cadre de la PEEC, l'accès aux produits du dispositif 1 % logement est limité à la hauteur de la contribution de l'entreprise.

Article 5

Produits PEECA

Afin que les employeurs et les salariés aient connaissance des possibilités proposées dans le cadre de la PEECA et particulièrement pour les produits proposés par le gestionnaire (action logement), les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole s'engagent à régulièrement organiser des campagnes de communication.

Est annexée à cet accord, la liste des produits accessibles dans le cadre de la PEECA en vigueur à la date de la signature.

Le comité de pilotage est amené à solliciter régulièrement action logement afin d'évaluer la pertinence des produits accessibles et d'anticiper et de décider les adaptations nécessaires.

Article 6

Actions collectives prioritaires

En fonction des fonds qui seront disponibles, les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole tiennent à ce que les actions collectives décidées dans le cadre du comité de pilotage soient notamment dédiées aux salariés saisonniers.

En effet, elles estiment que cette catégorie de salariés est plus exposée que d'autres au « mal logement ». Cette réflexion doit également s'inscrire dans un contexte plus global d'attractivité des métiers.

Des partenariats et collaborations avec d'autres secteurs professionnels peuvent être envisagés pour donner plus d'échos et d'envergure aux actions qui pourraient être menées.

Article 7

Mesures compensatoires garantissant la protection de la santé des travailleurs

Dans le cadre de la mise en application du décret du 20 septembre 2016 relatif aux dérogations en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles, les organisations syndicales de salariés et professionnelles de l'interbranche agricole fixent des mesures visant à garantir la santé des salariés alors que leurs conditions d'hébergement sont dérogatoires à celles prévues par les textes en vigueur.

Trois types de mesures sont ainsi possibles :

- amélioration des locaux de couchage : acoustique, accès wifi, climatisation...
- amélioration des services : entretien du linge, nettoyage approfondi des locaux, fréquence accrue de l'enlèvement des ordures ménagères, bagagerie sécurisée...
- amélioration de l'accès aux installations sanitaires : aménagement du temps de travail pour faciliter cet accès...

Il appartient à chaque territoire qui met en place une dérogation de préciser, par accord collectif, la ou les mesures choisies adaptées aux possibilités des employeurs et aux attentes des salariés.

Article 8

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur au jour de son extension (date de l'arrêté d'extension). À cette fin, il est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 14 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES PRODUITS PEECA

PRODUITS	DESCRIPTION
Avance Agri-Loca-pass	Prêt sans intérêt ni frais de dossier pour financer le dépôt de garantie, exigé à l'entrée dans les lieux d'un logement locatif, pour les baux à usage de résidence principale, jusqu'à 2 000 €.
Agri-Travaux	Prêt sur 10 ans maxi de 10 000 € maximum, dans la limite de 100 % du coût des travaux de la résidence principale ; plafonds portés à 15 000 et 15 ans pour les prêts performance économique.
Agri-Accession	Prêt sur 20 ans maxi et 30 % maxi du coût total de l'opération (+ plafond selon zone géographique) pour la construction/acquisition d'une résidence principale, dans le neuf ou dans l'ancien, avec ou sans travaux.
Agri-Mobilité	Subvention de 3 200 € pour couvrir les doubles charges de logement, les dépenses annexes au changement de logement et les frais d'accompagnement à la recherche d'un logement consécutifs à une embauche, une mutation ou une entrée en formation (PSE) qui oblige à changer de logement (location ou accession à la propriété).
Agri-CIL-Pass-assistance	Service gratuit d'assistance logement en toute confidentialité dédié aux salariés en difficulté dans leur parcours résidentiel : écoute personnalisée, préconisation de solutions adaptées, suivi.
Agri-Repido	Prêt de 40 000 € maximum pour refinancement de prêt immobilier plus onéreux pour les salariés en situation de déséquilibre financier.
Agri-Proallege	Avance accordée à une personne physique propriétaire pour alléger les charges de logement relatives à sa résidence principale pour les salariés, préretraités ou demandeurs d'emploi de moins de 12 mois. 18 000 € maximum sous forme de prêt à taux zéro, sans frais de dossier.
Agri-Locallege	Avance accordée à une personne physique locataire pour alléger les charges de logement relatives à sa résidence principale pour les salariés, préretraités ou demandeurs d'emploi de moins de 12 mois. 18 000 € maximum sous forme de prêt à taux zéro, sans frais de dossier.
Agri aide Mobili-jeune	Subvention accordée à un jeune de moins de 30 ans en formation en alternance pour la prise en charge d'une partie du loyer.